Propos de M. Fico devant le groupe socialiste : où est le menteur ?

Communiqué de la délégation socialiste française au Parlement européen
Bruxelles – Mardi 6 octobre 2015 -

Lundi 5 octobre 2015, le premier ministre slovaque, M. Fico, est venu s'expliquer devant le groupe socialiste après la demande de suspension du SMER de la famille progressiste européenne faite par Gianni Pittella, président du groupe socialiste au Parlement européen.

M. Fico avait tenu des propos indignes d'un membre de la famille progressiste européenne, notamment sur le drame que vivent les migrants.

Sa seule et unique ligne de défense devant nous a été de nier les propos qui lui ont été attribués dans la presse.

Les eurodéputé-e-s socialistes et radicaux ont vérifié les propos tenus.

Lors d'une conférence de presse, le 9 septembre 2015, il a notamment déclaré : « Je ne peux pas imaginer que des Musulmans puissent s'intégrer en Slovaquie, où ils ne pourront pas pratiquer leur religion ».

Auparavant, le 24 janvier 2015, à la radio publique slovaque RTVS, il a indiqué qu'en « Slovaquie, l'église catholique domine, et la deuxième église est protestante. Nous ne pouvons pas tolérer que 300 ou 400.000 Musulmans viennent, construisent des mosquées et changent la nature de ce pays ».

Sur la même antenne, le 5 septembre dernier, il a précisé son propos : « Nous ne pouvons pas intégrer les Roms. Donc, nous ne pouvons pas prétendre être capables d'intégrer des Erythréens, ou d'autres, qui n'ont pas la même religion et les mêmes traditions que nous ».

Autre propos scandaleux, toujours sur la même radio : « Comment croire que quelqu'un qui donne 5 000 euros à un trafiquant souffre de faim ? Si on regarde attentivement, les migrants sont des jeunes hommes qui cherchent, pour 90% d'entre eux, du travail ».

Nos valeurs et nos convictions politiques ne peuvent tolérer les propos de M. Fico, qui ne mérite pas de porter l'étiquette de progressiste ; c'est pourquoi, nous réaffirmons notre soutien à la demande de Gianni Pittella et demandons au président du PSE de l'entendre en engageant la procédure de suspension du SMER. En responsabilité, les progressistes doivent balayer devant leur porte, et ce dès vendredi prochain !

Le l:ien vers le site de la DSF